...et le monde parlera français

Roger Pilhion et Marie-Laure Poletti, Iggybook.com, 2017, 450 p.

Daniel Coste

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/6036>

DOI : 10.4000/ries.6036

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 34-35

ISBN : 978-2-85420-616-6

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Daniel Coste, « *...et le monde parlera français* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 76 | décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 25 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/6036> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6036>

Ce document a été généré automatiquement le 25 juin 2021.

© Tous droits réservés

...et le monde parlera français

Roger Pilhion et Marie-Laure Poletti, Iggybook.com, 2017, 450 p.

Daniel Coste

RÉFÉRENCE

...et le monde parlera français, Roger Pilhion et Marie-Laure Poletti, Iggybbok.com, 2017, 450 p.

- 1 L'ouvrage que Roger Pilhion et Marie-Laure Poletti viennent de publier devrait devenir une référence pour celles et ceux qu'intéressent la situation du français dans le monde et son avenir. Le titre du volume n'est certes pas à prendre au premier degré mais il donne le ton du propos. Il ne s'agit pas de chanter les louanges de notre belle langue et de lui promettre un futur radieux. Non, c'est un examen lucide et des propositions réfléchies que présentent les près de 300 pages du texte, complétées par quelque 150 pages d'annexes.
- 2 Les auteurs savent de quoi ils parlent. Roger Pilhion a travaillé à l'étranger dans la coopération éducative et linguistique avant de devenir sous-directeur chargé de la politique linguistique et éducative au ministère des affaires étrangères puis directeur-adjoint du CIEP. Marie-Laure Poletti a enseigné le français en France et au Québec, puis, en poste au CIEP, a dirigé le Bureau pour l'enseignement des langues et des cultures (BELC) et le département de langue française ; elle a aussi à son actif de nombreuses missions d'expertise à l'étranger. Tous deux connaissent bien divers « terrains » mais aussi l'administration centrale et les « opérateurs » du français. Aujourd'hui retraités actifs, ils ne sont pas tenus au devoir de réserve et peuvent se dispenser de la langue de bois.
- 3 Ce qu'on trouvera dans l'ouvrage (introduction, huit chapitres, conclusion et annexes), c'est d'abord un état des lieux documenté à de multiples sources et problématisé, ainsi que le marquent les titres des premiers chapitres : « Les francophones dans le monde : information, désinformation, approximations ? », « Le français langue étrangère et langue d'enseignement : entre progression et incertitudes », « Le français dans les

organisations internationales : vers un déclin irréversible ? ». Ce premier ensemble permet une nécessaire analyse critique des chiffres et statistiques disponibles et en dégage un bilan raisonné faisant aussi intervenir des considérations autres que quantitatives.

- 4 Les cinq chapitres suivants sont de visée prospective et propositionnelle. Une première question : « Pourquoi promouvoir la langue française dans le monde ? », appelle des arguments d'ordre économique, politique, culturel, faisant plus largement de la langue un vecteur d'influence. Sont énoncés ensuite les nombreux « atouts » dont dispose le français dans la mondialisation. Outre l'image du français (mais parfois ambivalente) et la Francophonie, la liste va presque de soi : professeurs étrangers de français, enseignement français à l'étranger, alliances françaises, médias francophones, sans oublier trois groupes qui importent : les Français de l'étranger, les étudiants étrangers en France et – on sait gré aux auteurs de ne pas les avoir passés sous silence – « les populations étrangères et immigrées en France ».
- 5 Au demeurant, les « bonnes pratiques » ne manquent pas. Elles se prêtent (chapitre 6) à une récapitulation qui montre en particulier la place désormais accordée aux certifications, aux labellisations d'établissements et de centres de langues, aux formations touchant des populations réduites mais supposées influentes : fonctionnaires étrangers, étudiants des filières universitaires francophones ou des sections et établissements bilingues... Au passage, on note une interrogation sur le coût pour la collectivité publique du réseau d'établissements d'enseignement français à l'étranger (lycées et autres établissements relevant de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger), comparé à celui d'un dispositif associatif tel que la Mission laïque française. Ce qui est en jeu aussi auprès d'élites locales, c'est la pertinence d'un modèle d'éducation « à la française » face à la concurrence d'établissements anglophones ouvrant d'autres perspectives universitaires.
- 6 Les deux derniers chapitres sont consacrés aux priorités : géographiques, sectorielles et politiques. Sur le plan géographique, l'ordre adopté ne s'éloigne pas de celui que les instances officielles affichent depuis plusieurs années : Europe d'abord, Afrique ensuite, monde arabe puis reste du monde. « C'est, en bonne part, dans la capacité à conserver au français un rôle de langue de communication internationale au sein même de l'Europe que se joue son attractivité hors d'Europe et notamment en Afrique » (p. 227).
- 7 Quant aux priorités politiques, les prises de position des auteurs sont des plus fermes. Il y a certes le constat amer que les budgets du ministère des affaires étrangères sont en stagnation ou régression et que la politique linguistique et culturelle sert trop souvent de variable d'ajustement, constat aussi que nombre de diplomates se désintéressent de la cause. Mais c'est un manque de cohérence, de coordination et de continuité dans les orientations qui est dénoncé, la création de l'Institut français n'ayant pas clarifié la situation pour ce qui est de la responsabilité des actions en faveur du français. En outre, les autres ministères sont évidemment aussi concernés mais peu impliqués de fait. D'où l'urgence qu'il y aurait à « renforcer le pilotage politique et la coordination interministérielle » et, singulièrement, à mettre en place auprès du premier ministre un « ministère délégué chargé de la langue française et de la francophonie » ; ministère qui aurait à charge d'impulser et de réguler des actions coordonnées s'appuyant sur les nombreuses instances qui composent actuellement le dispositif de promotion du français dans le monde. Sur un autre plan, le recours aux supports technologiques, aux formations en ligne, aux réseaux sociaux est présenté par les auteurs comme un moyen,

certainement non exclusif, mais à plus et mieux exploiter dans la formation continue des enseignants et dans l'enseignement du français.

- 8 Il est impossible de résumer ici toutes les orientations et mesures énoncées, mais, à lire les pages 284-287, qui reprennent les principaux points des chapitres qui précèdent, on prend pleine conscience de la somme d'informations, d'analyses concrètes, de propositions argumentées et ambitieuses qu'offre l'ouvrage. Il y a bien là matière à réflexion pour les acteurs du domaine et à inspiration pour nombre de « décideurs » politiques.
-

AUTEUR

DANIEL COSTE

Daniel Coste, ancien directeur de recherches à l'Université Paris 3 et ancien responsable à l'ENS de Lyon de l'équipe de recherche « Plurilinguisme et apprentissages », a dirigé le Centre de recherche et d'étude pour la diffusion du français (1992-2003) et enseigné la linguistique appliquée à l'Université de Genève (1988-1992). Auteur ou co-auteur d'ouvrages, chapitres et articles en didactique des langues et en histoire de l'enseignement des langues, associé aux travaux de l'Unité des politiques linguistiques du Conseil de l'Europe, il a fait partie du groupe d'auteurs du *Cadre européen commun de référence pour les langues*. Courriel : costedaniel@sfr.fr